

Trimestriel N° 132 – Avril, mai, juin 2020

3,00 euros

Familles



REVUE DU CNAFAL (CONSEIL NATIONAL
DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAÏQUES)

LAÏQUES

Quel monde après ?



SOMMAIRE ET ÉDITO

● Les masques tombent p. 2-3

DOSSIER

● Un système de santé malade avant l'arrivée du virus p. 4-5

● La consommation à l'heure du Covid-19 p. 6-8

● Les violences conjugales lors du confinement p. 9

● Quelles leçons tirer de la crise sanitaire ? p. 10-11



● Comment l'épidémie s'est propagée en France p. 12



● Le Covid-19, un malheur qui en cache d'autres ? p. 13

● La vieillesse est un débat d'un autre âge p. 14-15



● Des seniors abandonnés ? p. 15

● Pour un RSG en France p. 16

Familles Laïques

Revue trimestrielle éditée par le CNAFAL (Conseil national des associations familiales laïques)
 • 19, rue Robert-Schumann 94270 Le Kremlin-Bicêtre
 • Tél. : 09 71 16 59 05 • e-mail : cnafal@cnafal.net

• Directeur de la publication et président du CNAFAL : Jean-Marie Bonnemayre
 • Chef d'édition : Jérôme Comin • Secrétaire de rédaction : Jeannine Jouanin
 • Gérant : Patrick Belghit • Réalisation : ©BAT - Tél. : 01 46 94 69 96 •
 Impression : Imprimerie Gueutier (35) • Dép. légal Presse Commission.
 Commission paritaire n° 0910G87077. ISSN 0755-4265.

Bulletin d'abonnement

À retourner au CNAFAL
 19, rue Robert-Schumann - 94270 Le Kremlin-Bicêtre
 ou à déposer au CDAFAL de mon département.

Nom – prénom :

Adresse :

.....

Je désire recevoir 4 exemplaires de Familles laïques pour le prix de 10,00 € à partir du n° :

Je règle par chèque (postal ou bancaire) ci-joint, à l'ordre du CNAFAL.



ÉDITO

Les mas



Jean-Marie Bonnemayre
Président

Qui croire? Que croire? Pendant des semaines, qui n'a pas cherché des masques? Bien sûr, chacun, chacune d'entre nous, mais aussi, pire, tous les professionnels de santé et pas seulement les hospitaliers. Cette affaire, car c'est bien une affaire, restera le point aveugle de ce gouvernement, mais on comprend aussi que cela aurait été de même

avec le précédent... Car nos concitoyens vont découvrir que l'essentiel des masques est fabriqué en Chine, dans l'usine du monde, comme beaucoup de matériel médical. Les masques ne représentant que la partie émergée de l'iceberg; mais c'est aussi les gants, les blouses de protection, les respirateurs, le matériel médical en général! S'ensuit une immense noria d'avions entre l'Europe et la Chine (14 heures de vol pour un trajet!). Bonjour le kérosène, la pollution, l'indice carbone! Depuis plus de vingt ans, le dogme de l'économie libérale sévit sur l'économie européenne : « Zéro stock et livraison juste à temps. » C'est le règne des logisticiens! C'est le règne des calculateurs, des statisticiens, des « coast killers », comme on les appelle dorénavant, et qui n'ont cessé de critiquer les services publics et ses dépenses insupportables. Le tout au nom du marché!

Mais par-delà le problème économique, la question de l'environnement, il y a la

question politique. D'abord, de manière improvisée, on a expliqué aux Français et Françaises que les masques étaient inutiles, superflus, les ministres en tête, parfois relayés par quelques médecins aux ordres, avant de reconnaître qu'il y avait pénurie! Au point que nombre de personnels médicaux étaient obligés de « bricoler » des blouses et des masques! Emmanuel Macron a parlé de guerre dès les premiers jours de la pandémie, mais s'il doit y avoir un langage guerrier, alors ce fut la débâcle, comme en juin 1940. Oui, « l'étrange défaite »... de la pensée. « Gouverner, c'est prévoir », on connaît l'adage. C'est donc analyser, anticiper, prendre des décisions et non s'inscrire dans une idéologie! La cacophonie des politiques a entraîné la cacophonie, certes moindre, des médecins. L'imprévoyance des politiques au gouvernement a entraîné la peur panique d'une sur-réaction, rendant les événements incontrôlables, d'où le paravent inventé de la mise en place du Conseil scientifique! Cela n'a pas empêché la cacophonie : chaque ministre y allant de

ques tombent



© Stocklib / Oksana Mironova

La pénurie de masques chirurgicaux qu'a connue la France au plus fort de l'épidémie de Covid-19 a mis en lumière les carences de l'Etat en matière de santé.

sa solution, de sa déclaration retentissante et emphatique, comme le ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, appelant « l'armée de l'ombre » des Français pour aller ramasser fraises et asperges! Déclarations grandiloquentes et ridicules se succèdent, démontrant improvisations et hésitations. On l'a vu avec l'erreur dramatique pour la démocratie et la République du débat concernant le maintien des élections municipales, Édouard Philippe étant pour le maintien, le président pour le report, alors qu'à l'évidence la masse des Français avait la tête ailleurs! Résultat : l'élection reine, avec la présidentielle, l'élection enracinée dans l'âme des Français depuis cent cinquante ans, tourne au fiasco démocratique! Et maintenant, Emmanuel Macron veut repousser régionales et départementales à 2023! Le président de la République, adepte du coup d'État permanent? Le CNAFAL a été une des premières organisations

à réclamer la gratuité des masques, compte tenu de la précarité endémique de 10 millions de Français, dimension qui a échappé au gouvernement actuel et qui fait que des quartiers entiers n'ont pas été couverts, sauf à l'initiative de certains maires, de certaines municipalités! Pour être complet sur cette affaire, qui reste le point aveugle du gouvernement, lorsque les approvisionnements et la fabrication ont commencé à être efficaces, ce sont les supermarchés qui ont livré avant même les pharmacies ce produit que tout le monde recherchait.

Les masques sont alors devenus le produit d'appel et de tête de gondole des marchands du Temple! La boucle étant bouclée, les masques de ce gouvernement libéral sont alors tombés. Mais par-delà la visière, c'est la souveraineté politique et économique de la France qui est posée et cela depuis plus de vingt ans! ■

ANALYSE

Un système de santé **malade** avant l'arrivée du virus

LA PANDÉMIE DU COVID-19 A DÉMONTRÉ CONCRÈTEMENT LES DÉGÂTS CONSIDÉRABLES CAUSÉS PAR DES ANNÉES DE POLITIQUE LIBÉRALE « COMPTABLE » DANS LES SERVICES PUBLICS ET LES SERVICES SANITAIRES ET SOCIAUX.



Les personnels soignants militent pour des embauches et des revalorisations de salaire.

depuis des années. Étant dans une logique purement commerciale, 70 000 lits ont été fermés en dix ans. Nous avons participé à une commercialisation internationale. Les économies de budgets à courte vue coûtent, aujourd'hui, très cher. Le vrai ministre de la Santé, c'est le ministre du Budget. La tarification à l'activité, fondée sur une logique d'entreprise, pousse les établissements à favoriser les services qui rapportent et à négliger les spécialités moins porteuses, et moins rentables. Mais peut-on tarifier les multipathologies prises en charge par l'hôpital public ? Le management technocrate dominant occulte la finalité du système de soins qui est de prendre en charge les malades dans toutes leurs diversités. Les directeurs administratifs devenus tout-puissants sortent parfois d'écoles de commerce et s'entourent de contractuels issus de l'entreprise dont le statut précaire assure le silence. Localement, ils rendent compte à un simple conseil

“ Le vrai ministre de la Santé, aujourd'hui, c'est le ministre du Budget. ”

de surveillance sans réel pouvoir et aux ARS (agences régionales de santé) qui sont sous contrôle étroit de l'État. Ce qui pêche, c'est le modèle de gouvernance aussi bien à l'échelon de l'hôpital, de l'ARS (symbole de la technostructure), de l'articulation entre médecine de ville et hôpital, entre public et privé.

Là encore, la verticalité du système de santé est bien française, à l'image de l'organisation de

l'État et des territoires : rigidité, formalisme et inertie. La situation exceptionnelle que nous venons de connaître a fait quelque peu exploser ce modèle : pour prendre en charge les patients gravement atteints, il a bien fallu, à l'hôpital, réorganiser les services pour trouver des lits disponibles, et malheureusement parfois se contenter du matériel existant. Les solutions ont été trouvées grâce à plus de souplesse car tous les services ont été mobilisés, il n'y avait plus qu'une seule maladie. Les personnels et salariés de toute la chaîne sanitaire ont su faire face par un engagement exceptionnel, souvent au risque de leur santé et de leur vie, malgré les réformes et

Dans sa grande sagesse, le gouvernement issu du Conseil de la Résistance a créé la sécurité sociale sous la forme d'un organisme indépendant administré par les partenaires sociaux, financé par une cotisation sociale assise sur les salaires afin de la soustraire aux aléas politiques. Des choix et trois lois, depuis plusieurs décennies, n'ont cessé d'envisager la santé comme une ligne de dépense et non comme un bien commun. Des chaînes de valeur internationales ont été créées pour maximiser les profits : 80 % des principes actifs des médicaments, y compris essentiels, sont produits en Chine ou en Inde, d'où une pénurie de certains traitements

les décisions désastreuses qui ont dégradé leurs conditions d'exercice, supprimé leurs moyens de protection essentiels. La gestion catastrophique du Covid-19, les contre-vérités du gouvernement ont ajouté à leurs difficultés.

Quelles leçons ont été tirées des crises précédentes : Ebola, peste, choléra, Sras ? Nous avons fermé les yeux parce que la France était moins touchée? En octobre 2019, il y a eu l'épidémie de bronchiolite, épidémie connue, pas plus grave cette année que les autres années. Et pourtant, en Île-de-France, il manquait 22 lits pour hospitaliser les nourrissons, il a fallu les envoyer à plus de 200 km de Paris en ambulance de réanimation! La sonnette d'alarme avait été tirée mais les politiques n'ont pas varié leur orientation et ont gardé ce grand slogan du management, « il faut passer de l'hôpital de stock à l'hôpital des flux ». Étendre, dans l'urgence, des services de réanimation ne se résume pas au nombre de respirateurs, encore faut-il avoir des personnels médicaux et paramédicaux formés à cette discipline. L'hôpital doit pouvoir accueillir les urgences sanitaires comme

“ La pandémie n'est pas terminée et on annonce la suppression de lits et de postes dans certains CHU. ”

le Covid. La responsabilité politique, c'est l'impréparation dans laquelle la France s'est trouvée alors que les responsables avaient connaissance du risque six mois avant. Nous pouvons craindre que le Ségur de la santé ne soit encore qu'un effet d'annonce et un ensemble de beaux discours. En introduisant les débats, le Premier ministre a seulement oublié la santé au travail... La pandémie n'est pas terminée et on annonce la suppression de lits et de postes dans certains CHU. La gravité de la situation a-t-elle été prise en compte? Le Covid-19 est évidemment une épidémie infectieuse, mais il n'aurait pas eu un tel impact s'il n'avait pas trouvé des populations fragilisées par les maladies chroniques. C'est ce qui ressort de nombreuses études, bien que ce virus laisse encore les spécialistes prudents quant à ses caractéristiques exactes. L'âge est souvent mis en avant comme seule explication mais il faut tenir compte de l'état de santé de la personne. Par exemple, sur 488 décès répertoriés par le réseau sentinelle des centres de réanimation, l'âge moyen était de 70 ans et les facteurs de comorbidité étaient présents dans 84 % des cas, selon les données fournies par Santé publique France au 5 mai.

Nous sommes dans un système de soins et non un système de santé, c'est-à-dire que l'on ne fait pas la prévention nécessaire pour rester en bonne santé. Depuis des années le CNAFAL, en liaison avec des associations comme Générations futures ou Réseau Environnement Santé, alerte sur les conséquences néfastes de la pollution par le glyphosate et autres pesticides et insecticides. Les conséquences des

perturbateurs endocriniens – malformations, diabète, obésité – sont connus, mais nous faisons l'autruche pour protéger les industries chimiques et agroalimentaires. Les industriels de la plasturgie ont même profité de la pandémie pour demander un report de la loi sur les plastiques à usage unique. À leur échelle, de plus en plus de collectifs et d'associations se mobilisent pour lutter contre les lobbies. Leur action nous montre que l'on peut garder l'espoir que cette pandémie fera prendre conscience des dangers. Mais peuvent-ils lutter contre la collusion entre la haute administration et les entreprises? Protéger la santé de l'environnement, c'est protéger notre santé. Il y a des plans gouvernementaux « environnement-santé », mais quel impact concret sur le terrain? Si nous regardons la catas-

“ Si aucune amélioration n'est faite dans la gestion de la santé, nous aurons d'autres pandémies. ”

rophe de Lubrizol, nous ne connaissons toujours pas les produits qui ont brûlé, les conséquences sur la population. Le 4 juin, la commission d'enquête du Sénat a rendu ses conclusions dans un rapport de 286 pages. Il souligne l'« *indulgence des pouvoirs publics vis-à-vis des industries* » et les « *manquements dans la gestion des conséquences sanitaires de l'accident* » et « *des angles morts inacceptables* » dans la politique de prévention des risques industriels en France. On peut dès lors se demander combien il y a de « Lubrizol » près de chez nous.

Un peu partout, on déforeste, les animaux perdent leur lieu de vie, leur biodiversité et se rapprochent des villes, d'où une augmentation des maladies infectieuses, en particulier des zoonoses. Le réchauffement climatique peut lui aussi jouer un rôle important dans des pandémies possibles. Comme avec le phénomène de la disparition du permafrost : des chercheurs américains et chinois ont mis au jour, dans l'analyse de carottes extraites des glaciers de l'Himalaya, 33 virus, dont 5 seulement étaient connus du monde scientifique. Ils mettent en garde contre les conséquences de la fonte des glaces qui pourrait libérer des agents pathogènes jusqu'ici inconnus. Si aucune amélioration n'est faite dans la gestion de la santé, de l'environnement, nous aurons d'autres pandémies, avec des conséquences encore plus graves, surtout pour les plus fragiles. « *La santé est un bien commun qui doit être financé par des recettes dédiées. L'État doit en être le garant et pas le gestionnaire. Les ressources de la Sécurité sociale doivent être sanctuarisées, et les services publics inscrits dans la Constitution* », assurait André Grimaldi, professeur émérite à la Salpêtrière. Pour 2019, le gouvernement a pris 2,5 milliards à la Sécurité sociale. Lors du dernier vote du budget hospitalier, le gouvernement a fait voter une économie de 800 millions d'euros sur les hôpitaux. Sur dix ans, c'est 8 milliards d'économies! ■

Nicole Damon

TENDANCE

La consommation à l'

LES CONTRAINTES OU LES PRISES DE CONSCIENCE DES CONSOMMATEURS SERONT-ELLES PROPICES À UN NOUVEAU PARADIGME À L'OCCASION DE CETTE CRISE SANITAIRE ?



Durant le confinement, les Français se sont précipités dans les grandes surfaces pour faire des stocks provoquant des pénuries ponctuelles de produits alimentaires.

En pleine tempête du Covid-19, propice peut-être à des mea culpa, le président de la République, dans son allocution du 12 mars, s'est dit « déterminé à interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour » et « ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenus, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe ». Il a aussi martelé que « déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie [...] à d'autres est une folie ». Ainsi un constat s'impose : le ralentissement du monde n'est pas un fantôme. À l'évidence, la politique peut contrôler l'économie et se donner la possibilité de changer de modèle social et donc de paradigme. En abordant le thème des nouveaux modes et pratiques de consommation durant la crise, se posera ensuite la question essentielle, celle de leurs pérennités dans le monde de l'après Covid-19.

Les nouveaux modes de consommation durant la crise : contrainte ou prise de conscience

liée au confinement. En 2019, certains analystes de la consommation ont dressé le bilan de la décennie 2010-2019. Le paysage français des magasins a bien changé. L'e-commerce a fait son trou. Les hypermarchés ont décliné. Surtout, le consommateur a changé. Mieux informé, vigilant, voire défiant, sur la composition des produits et leur origine, il consomme moins mais mieux. On parle même d'une entrée dans la « déconsommation » opposée à la surconsommation. Aujourd'hui, face à l'impact du Covid-19 sur la croissance, la consommation, l'inflation durant le confinement, l'Insee dévoile ses chiffres et ses analyses. L'économie est terrassée, les indicateurs affichent une contraction du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre 2020. Les deux premières semaines de confinement ont suffi à plonger la France dans la récession. Les dépenses des ménages ont, notamment, chuté de 17,9% entre mars et février. Selon l'Insee, la consommation des produits fabriqués chute lourdement, ainsi que les dépenses en énergies. Seule la consommation alimentaire augmente nettement (+7,8%). En revanche, les carburants sont en baisse significative et pour cause, étant donné les restrictions de déplacement dues au confinement. Cela provoque en Europe une baisse du prix des car-

heure du Covid-19

burants. Les mérites d'une enquête sérieuse sont révélateurs des modes et pratiques de consommation durant le confinement, ainsi que leurs projections pour l'après-demain. Selon cette enquête de Philippe Moati, économiste et cofondateur de l'Observatoire Société et Consommation, le Covid-19 accentue des clivages entre deux manières de consommer : le « moins mais mieux » d'un côté, et la frustration de ne pas pouvoir consommer ce que l'on veut, de l'autre. Ce qui laisse présager des troubles sociaux à venir. À la lumière des résultats et analyses les plus significatifs de cette enquête, nous apprenons que les consommations sont totalement atypiques, avec une ligne de fracture très nette entre ceux qui subissent une forte dégradation de leurs revenus (30% des personnes interrogées disent souffrir d'une baisse de moyens) et les autres, qui continuent de gagner leur salaire d'avant.

L'analyse se penche, dans un premier temps, sur les différentes catégories de population. Une partie, celle disposant notamment d'un fort capital culturel, associe cette crise du Covid-19 à une crise plus générale, environnementale, qui serait celle du capitalisme néolibéral. Cette population prolonge ou accentue des comportements déjà pré-

“ En définitive, on apprend que les grands gagnants de cette crise, ce sont les géants du numérique. ”

sents avant la crise : consommer moins mais mieux. Quelque part, les consommateurs apprécient d'être confrontés à une sobriété forcée qui leur permet de consommer avec une certaine conscience politique. Ils fréquentent les commerces de proximité ou les magasins de producteurs, à la fois par contrainte et par choix. La crise est, pour eux, l'occasion d'un passage à l'acte, une sorte de justification, par la gravité de la situation, du discours : « Il faut changer le monde. » Attention, ce mouvement s'était déjà bien amplifié en 2019, il se voit donc conforté. Quant aux catégories de population moins favorisées, de manière moins formalisée, moins clairement exprimée, on observe une sorte de « ventre mou » de la société française, qui commence à renouer avec les vieilles habitudes consuméristes, notamment via Internet. Ces personnes recommencent à acheter des choses non essentielles en ligne, et surtout commencent à ressentir la frustration de ne pas pouvoir consommer comme elles en avaient l'habitude. Celles-là attendaient la fin du confinement comme une opportunité de retrouver la vie d'avant et sachant qu'elles



Le commerce en ligne s'est largement développé durant la crise sanitaire.

sont touchées par la crise économique. Selon les chercheurs, « cela laisse présager une tension particulière chez ces personnes, qui en temps normal ont déjà une orientation consumériste plus forte, sans toujours avoir les moyens de satisfaire cette pulsion d'achat ». C'est exactement ce qui avait déjà provoqué le mouvement des « gilets jaunes ». De quoi laisser penser que cette crise va accélérer la division de la société en deux parties inégales. Concernant les canaux d'achats, l'e-commerce devrait sortir encore plus fort de cette crise. Selon cette enquête, « le grand vainqueur du e-commerce dans cette crise, c'est l'e-commerce alimentaire, qui commençait à sortir de sa torpeur, mais qui avait du mal à décoller en France. Les achats de nourriture en ligne ont explosé, via notamment le drive ou la livraison à domicile. »

De nouveaux clients qui n'avaient pas l'habitude de consommer vont certainement observer que c'est un mode d'achat très pratique. Évidemment, c'est aussi par crainte d'aller dans les magasins hypers. C'est une chance pour les distributeurs physiques et l'e-commerce alimentaire. En définitive, on apprend que les grands gagnants de cette crise, ce sont les géants du numérique. Leur hégémonie est un risque pour nos souverainetés. Les commerces de proximité ont retrouvé du souffle. La consommation made in France va également sortir renforcée de cette période de confinement. Elle réunit des populations finalement assez hétérogènes dans leurs idéaux, qui se rejoignent dans cette attraction vers le local, la proximité, les circuits courts. Pour un monde d'après, le « consommer moins mais mieux » s'est amplifié ces dernières années avec, notamment, la prise de conscience des enjeux environnementaux.

Consommer autrement dans le monde d'après : rêve ou réalité ?

La crise économique n'affecte pas tous les Français de la même manière. L'état d'esprit et les comportements des consommateurs sortent modifiés de l'épreuve du Covid-19 et semblent dessiner une France coupée en deux. Pour le politologue Jérôme Fourquet, auteur de « *L'Archipel français* », « *France de la fin du mois ou France de la fin du monde, tout le monde ne tirera pas les mêmes enseignements de cette crise dans sa consommation. Un retour sur terre brutal.* » Pour Philippe Moati, « *la bulle du confinement a enfermé chacun dans sa grille de lecture : la période que nous venons de vivre, propice à l'introspection, a renforcé l'envie de changer de pratiques chez ceux qui étaient déjà engagés sur cette voie. Mais ceux qui ont géré une baisse de revenus seront moins enclins à refaire le monde. Le voudraient-ils d'ailleurs ?* » Car, pour d'autres, « *consommer peut sembler être la seule façon de faire partie de la société* ». Philippe Moati soulève un point qui peut être positif : « *Finalement, beaucoup se rendent compte qu'avoir du temps pour soi, à passer avec ses proches, à s'adonner à ses passions, aux loisirs, c'est peut-être plus important que travailler comme une bête pour avoir de l'argent qu'on dépense bêtement.* »

Certains ont du mal à saisir le positionnement des politiques :

prévoyant un « monde d'après » qui doit être différent, et en même temps faisant tout pour que l'économie reparte comme avant. En effet, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, promet un plan de relance verte. Il s'agira de convaincre les Français de réinjecter dans l'économie leur épargne, leur bas de laine de plus de 50 milliards d'euros constitué pendant le confinement. Pour le CNAFAL, il s'agit bien sûr de certains Français. Cette relance verte, peut-être différente de celle de Bruno Le Maire, c'est celle des signataires qui lancent un appel pour un plan de relance verte et un monde durable : comment inventer tous ensemble le monde d'après, s'organiser et proposer ? « *Les priorités de*



De nombreux consommateurs se sont reportés sur des productions locales.

la reconstruction dépend de nous, cament-ils. La garantie des biens communs, l'assurance d'une transition vers un modèle plus solidaire, résilient aux risques climatiques et écologiques, soutenable et protecteur des citoyens, la protection de la biodiversité, ainsi que des systèmes démocratiques qui associent pleinement la participation de tous [...] et le respect des droits fondamentaux, sont essentiels pour éviter de nouvelles crises. Quant au CNAFAL, il rejoint le philosophe Hartmut Rosa, qui estime que « *la politique a mobilisé une capacité inédite contre la logique des marchés financiers, mais aussi contre les droits des citoyennes et citoyens. Il y a fort à parier qu'une fois la crise surmontée, les sociétés vont s'efforcer de réaliser les vieilles routines ! Mais cependant, un changement de sentier social est encore possible.* » Tout comme de prendre conscience des enjeux climatiques. Pour le CNAFAL, un virage solidaire est toujours possible face à la relance économique du gouvernement, relance basée sur le monde « d'avant ». Il est aussi impératif de mettre l'environnement, la justice sociale et fiscale au cœur des préoccupations des acteurs politiques et des citoyens de ce monde. Le monde appartient à ceux qui veulent le saisir. On peut rêver ! ■

Claude Rico

Les violences conjugales lors du confinement

CE FLÉAU QUI TOUCHE TOUTES LES COUCHES DE LA SOCIÉTÉ EN FRANCE A EXPLOSE LORS DE LA PÉRIODE DE CONFINEMENT. SUFFISANT POUR DÉBLOQUER PLUS DE MOYENS ?

Dès le début du confinement, les associations luttant contre les violences intrafamiliales ont alerté sur les risques supplémentaires que le confinement risquait de générer. Malheureusement les craintes étaient fondées et le bilan, non encore définitif, est lourd. Après seulement une semaine de confinement, une augmentation de 30% de signalements pour violences conjugales et violences intrafamiliales avait été recensée par rapport à la même période de l'an passé. Sur la ligne d'écoute 3919, point d'entrée privilégié pour les victimes de violences conjugales, les appels ont été en constante progression : 13210 ont été dénombrés du 23 mars au 10 mai, il en est de même pour les échanges par

“ L'État vote des lois sans engager les dépenses qui les rendraient efficaces. ”

tchats qui ont été multipliés par 20 par rapport à l'an passé. Certes, le gouvernement a essayé de prendre des mesures en mettant en place des partenariats avec les pharmaciens, certains grands magasins et grandes surfaces, mais ces mesures n'ont pas toujours trouvé leur public et elles n'étaient pas suffisantes pour combler le retard pris depuis des années par le gouvernement pour résoudre ce fléau. Dans une tribune parue dans « *Le Monde* » du 7 avril, un collectif de chercheuses spécialistes des violences de genre et des institutions judiciaires rappelait : « *En temps normal, le système est déjà asphyxié. Cela fait vingt ans qu'en matière de violences conjugales l'État vote des lois sans engager les dépenses qui les rendraient efficaces.* »

Le Grenelle des violences conjugales qui s'est déroulé en septembre 2019 en est un bel exemple. Des mesures ont été prises, des moyens supplémentaires ont été annoncés, mais le budget 2020 n'a pas vu l'ombre d'une augmentation. La déception des associations impliquées dans cette lutte a été à la hauteur de l'espoir et de l'implication qu'elles avaient mis lors de cette concertation. Au cours du confinement, Marlène Schiappa a annoncé mettre à disposition des victimes 20000 nuitées

d'hôtel. L'annonce était séduisante mais lorsque qu'on la ramène à 55 jours et 101 départements, c'est 3,6 mises à l'abri possibles par département, une misère. De plus, dans ce type de prise en charge, il n'y a ni accompagnement, ni sécurité, ni possibilité de logement pérenne. Lorsque le confinement a débuté, les dysfonctionnements étaient déjà présents depuis longtemps et toutes les structures d'accueil et lieux d'hébergement étaient saturés dans toutes les villes de France.

Il est donc urgent de prendre les mesures qui s'imposent : donner aux associations et aux services publics les moyens de remplir correctement leur mission, mettre en place des formations accélérées et renforcées au niveau de la police et de la justice. Certes, la résorption des violences dans des périodes de confinement sera difficile, elle relève d'une éducation, d'apprentissages, de suivis psychologiques qui ne se feront que sur le plus long terme, mais il est temps de s'y atteler et la mise en sécurité des victimes aurait pu être beaucoup plus efficace si,

“ Les difficultés liées au logement ont joué un rôle important avec des inégalités flagrantes. ”

en temps « normal », les lieux d'hébergement étaient plus nombreux. Il est également évident que les difficultés liées au logement ont joué un rôle important avec des inégalités flagrantes au sein de la société. Les conditions de confinement n'étaient pas identiques selon que plusieurs personnes étaient confinées dans un appartement de 30 m² ou bien dans une maison avec jardin. Cependant, même dans ce dernier cas, des violences ont été constatées, celles-ci touchant toutes les couches de la société. À l'heure où la crise sanitaire a révélé la valeur du travail des femmes, que des demandes sur la rémunération des tâches domestiques se font de plus en plus pressantes, il est regrettable que les femmes victimes de violences ne soient pas protégées, d'autant que dans les semaines à venir les signalements et les plaintes risquent de se multiplier. ■

Marie-Odile Pellé-Printanier

ANALYSE

Quelles leçons tirer d

TRAVAIL, POUVOIR D'ACHAT, FAMILLE, COMMUNICATION... LA PANDÉMIE DE COVID-19 A BOULEVERSÉ NOTRE QUOTIDIEN. ET SES CONSÉQUENCES S'ANNONCENT DURABLES.

Après des siècles, l'homme a poursuivi son évolution et son expansion démographique. Son intelligence et sa créativité lui ont permis de se développer. Les moyens de communication lui ont permis de réduire les distances et de maîtriser l'espace et le temps. Mais cela a aussi créé des nuisances à l'échelle planétaire qui mettent en péril son environnement et sa propre destinée. L'homme se croyait invincible jusqu'au jour où un virus invisible a réduit sa suprématie au confinement. La France à l'arrêt, le monde à l'arrêt. Plus d'avions, plus de trains, plus de voitures... Durant des mois. Les malades infectés par le virus et le nombre de morts augmentent chaque jour. Certains hôpitaux en France n'ont pu traiter l'ensemble des malades. On a dû faire appel à l'armée pour installer un hôpital à Mulhouse. Tout cela nous invite à réfléchir sur l'impensable possibilité qu'un « être » invisible arrive à détraquer le monde...

Si notre démarche n'est pas de rechercher les causes de cette crise sanitaire et économique, ses conséquences dans les familles doivent être répertoriées. Comme le confinement. Si une majorité de familles dispose d'une maison individuelle, nombreuses sont celles qui vivent dans des appartements exigus où les violences intrafamiliales se sont

“ Durant cette période, 12 millions de salariés ont vu leur salaire amputé. Qu'en sera-t-il lors de la reprise? ”

développées. L'arrêt de l'école pour les enfants et la mise en place des moyens via le numérique n'ont pas remplacé le rôle fondamental des enseignants. De nombreux enfants ont abandonné les cours, ce qui aura pour conséquence des décrochages dans les années futures. Qui dit fermeture des établissements scolaires, dit arrêt des repas et des activités extrascolaires. Le repas à la cantine est fondamental. Il permet à de nombreux enfants, dont c'est le seul repas dans la journée, de disposer d'un repas équilibré comportant viande, légumes et fruits. Cette situation a vu aussi le montant du budget des ménages s'accroître en raison de la présence permanente des enfants et des repas à préparer. Les prix des produits alimentaires se sont emballés, liés à plusieurs facteurs. Or le coût de production des produits français est bien supérieur à celui des pays comme le Maroc ou l'Espagne. La France ne produit pas la totalité des ressources liées

à ses besoins. La hausse des fruits et légumes aurait été de 9% pendant la période du confinement. Le coût du transport et la raréfaction des produits ne font pas tout. Par ailleurs, le rôle social des activités extrascolaires pour permettre aux enfants la découverte et le lien entre les individus a été longtemps mis à mal.

Cette période a permis de mettre en exergue le rôle fondamental des salariés sans qualifications particulières ou ayant pour objectif la gestion du quotidien. Bien que confiné, on a vu notre pays continuer à fonctionner. Les uns se sont occupés de nos malades, certains ont produit notre alimentation, d'autres l'ont acheminée et commercialisée, sans oublier la gestion de nos déchets du quotidien. Mais durant cette période, 12 millions de

“ Le télétravail s'est développé et a permis de réduire le temps imparti au transport. ”

salariés ont vu leur salaire amputé. Qu'en sera-t-il lors de la reprise complète de l'activité? Les salariés vont-ils retrouver définitivement leur emploi? Qu'en sera-t-il aussi des emplois d'été nécessaires aux étudiants pour poursuivre leurs études? Durant cette période de confinement, on a constaté une forte baisse des achats, voitures, vêtements, carburant, produits non indispensables. Mais les produits de première nécessité ont subi de leur côté une hausse non négligeable. En priorité, les masques, le gel hydroalcoolique ainsi que les fruits et légumes. L'absence de certains produits de base nous a obligés à nous reporter régulièrement sur des achats de produits identiques mais plus élaborés. Ce confinement a permis à beaucoup d'entre nous de s'attacher aux choses simples du quotidien.

Nous avons tous eu le temps de nous entretenir plus souvent avec notre famille, nos amis par l'intermédiaire des moyens de communication « Internet ». Le télétravail s'est développé (alors qu'il existait depuis de nombreuses années), et a permis de réduire le temps imparti au transport pour nombre de salariés. Beaucoup d'activités ont été maintenues grâce à différentes applications. Les élèves ont pu poursuivre leurs études. On a pu découvrir aussi l'inégalité dans la répartition sur le territoire de la couverture des

e la crise sanitaire ?



© Stocklib / prstoolieh

Cette crise sanitaire sans précédent a profondément et durablement bouleversé les habitudes et certitudes de milliards de personnes dans le monde.

réseaux. Beaucoup de zones blanches demeurent. Dans toute période difficile, une chaîne de solidarité se met en place naturellement. On va aider son voisin en difficulté pour lui apporter de la nourriture. On est plus réceptif à l'écoute de l'autre. Des structures, mouvements associatifs, mairies, ont mis en place une aide alimentaire pour les personnes éloignées, notamment en milieu rural, ou en difficulté passagère. Cette crise qui a entraîné de nombreuses difficultés sociales et économiques n'est pas le résultat d'une fatalité. Nous avons manqué d'humilité. Nos scientifiques savaient depuis de nombreuses années que des virus ayant une base identique pouvaient se développer. Des choix ont été faits pour favoriser le capital en oubliant l'aspect social pour un fonctionnement juste de notre société.

Des avertissements ont été donnés, les gilets jaunes notamment, sans oublier les personnels hospitaliers – des agents de service aux chefs de clinique – mais ils n'ont pas été écoutés. Les choix politiques sont complexes, il faut en convenir. Favoriser le productivisme avec tout ce que cela comporte comme inégalités ou tendre vers un monde plus social et égalitaire. Il nous semble opportun de redéfinir notre modèle social en redonnant toute sa place à l'économie de proximité : du producteur au consommateur, de la fourche à la fourchette. Nous ne devons pas avoir peur de parler de démondialisation et de l'inscrire dans un projet de développement durable. Ce sont désormais les valeurs humanistes et progressistes qui se doivent d'être notre priorité. ■

Patrick Charron

SANTÉ

Comment l'épidémie s'est propagée en France

DES PREMIÈRES ALERTES À LA FIN DE L'ANNÉE 2019 AU CONFINEMENT GÉNÉRALISÉ DÉBUTÉ À LA MI-MARS, L'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS A FRAPPÉ LE PAYS AUSSI VIOLEMMENT QUE RAPIDEMENT.

Un bruit lointain, voilà ce que représentait le coronavirus en décembre 2019 alors que les Français préparaient les fêtes de fin d'année. En janvier, certains cherchent à comprendre et s'inquiètent de le voir débarquer en France. En février, l'arrivée du virus s'annonce par un premier groupe de malades dans l'Oise puis un second en Haute-Savoie le 24 février. Les Français découvrent le Covid-19 avec inquiétude ! Le département du Haut-Rhin devient le centre de l'actualité début mars alors que s'achèvent les vacances d'hiver. Un rassemblement religieux a eu lieu à Mulhouse, du 17 au 24 février, et a réuni plus de 2200 participants venant de toute la France et de l'étranger. Ce n'est qu'après le retour de chacun des participants dans leurs foyers respectifs que les

“ Les enseignants s'investissent énormément pour qu'aucun élève ne reste sur le carreau. ”

autorités comprennent que le virus vient d'être disséminé dans toute la France. Sans ce rassemblement, « la France serait probablement plus proche de l'Allemagne », a déclaré le professeur Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique le 5 juin sur Franceinfo. La semaine du 2 au 6 mars a été incontrôlable. La propagation est en route à une vitesse folle. Sans consigne claire de la part des autorités, sans informations précises sur les symptômes, la panique monte dans les foyers ! Enfin, le vendredi 6 mars, alors que les Haut-Rhinois attendent l'annonce par le préfet d'une liste d'établissements scolaires et de crèches qui seront fermés, c'est le Premier ministre qui ordonne la fermeture totale de tous les établissements scolaires et des crèches pour 15 jours. C'est la stupéfaction !

Il faut alors s'organiser : les familles pour la garde des plus jeunes, les enseignants pour proposer une continuité pédagogique pour leurs élèves, par Internet entre autres. Chacun fait preuve d'ingéniosité pour contourner les difficultés de la mise en place (pas d'ordinateur, pas d'imprimante, etc.). Les enseignants de tous niveaux s'investissent

énormément pour qu'aucun élève ne reste sur le carreau. « Depuis trois jours, on accueille un nombre de cas excessivement sévères, qui nécessitent une prise en charge en réanimation et qui ont d'ores et déjà saturé toutes nos capacités de réanimation du Haut-Rhin et progressivement du Bas-Rhin et des départements avoisinants », annonce Marc Noizet, chef des urgences de Mulhouse, le 16 mars. Un hôpital de campagne des armées devra être installé sur un parking de l'hôpital civil de Mulhouse pour l'aider à faire face à l'afflux de patients. Il y restera du 24 mars au 17 avril.

La situation sanitaire devenant incontrôlable sur tout le territoire français, le gouvernement annonce le confinement général à partir du 17 mars qui sera prolongé jusqu'au 11 mai. La France est à l'arrêt et sous le choc ! Comment une

“ Cet avenir ne se fera pas sans solidarité et sans bienveillance envers nos proches. ”

grande nation comme la nôtre peut-elle se retrouver dans cette situation ? Chacun s'informe et veut comprendre. Même si l'on veut croire en la performance de notre système de santé, tout le monde s'inquiète pour ses proches. C'est la psychose, les magasins d'alimentation se font littéralement dévaliser, les pharmacies doivent gérer des pénuries de médicaments et limiter la vente de certains... Puis s'engage la course aux masques ! Les travailleurs de première ligne : soignants, livreurs, caissiers, postiers... doivent se protéger. Arrive vite la détresse des familles ne pouvant plus se nourrir, les inégalités sociales se font criantes et ne peuvent plus être ignorées. L'entraide devient le maître mot. Les Français redécouvrent la solidarité : pour les masques, pour le gel hydroalcoolique, pour l'alimentation. La période de confinement a été propice à une réflexion sur l'avenir économique et écologique qu'ils souhaitent pour leurs enfants. Et nous savons que cet avenir ne se fera pas sans solidarité et sans bienveillance envers nos proches, nos familles, nos voisins afin d'avancer ensemble. ■

Claude Brobecker

Le Covid-19, un malheur qui en cache d'autres ?

LA CRISE SANITAIRE CONSÉCUTIVE À LA PANDÉMIE MONDIALE DE CORONAVIRUS A MIS EN LUMIÈRE LES TRAVERS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES DE NOTRE SOCIÉTÉ.

Le Covid-19 aura entraîné beaucoup de malheurs : 30 000 décès, un confinement rendu nécessaire du fait d'un système hospitalier en manque de moyens et débouchant sur une augmentation importante du chômage, un déconfinement chaotique, une volonté du pouvoir politique de plus en plus financiarisée. Certes, le gouvernement a permis à de nombreuses familles de survivre en mettant en place le chômage partiel, mais cette crise aura aussi fait découvrir nombre de failles dans la gestion des États, particulièrement en France où il est nettement apparu que les politiques menées depuis le milieu des années 1970 n'avaient qu'un seul but : favoriser l'essor du capitalisme et faire monter les profits, à l'encontre des salaires, pensions et autres aides aux démunis. Durant cette crise sanitaire et sociale, notons que de grosses entreprises ont continué à distribuer leurs dividendes.

Les familles ont de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts. Les salaires, depuis cinquante ans, ont augmenté, mais les besoins incompressibles encore plus. D'autant que les aides et moyens publics ont nettement diminué et que la variable du chômage ne disparaît pas. Les familles laïques, plus enclines à regarder les politiques sociales, constatent que ce sont les services publics qui sont, après les salaires, les plus attaqués. Tout est bon pour les nantis afin de toujours augmenter leurs magots. Rien n'arrête les fortunés : achats et utilisation des médias avec l'aide de soi-disant experts et de think tanks, tel l'Institut Montaigne, qui ne sont que des lieux de réflexion pour mieux développer leurs politiques antisociales; détournements financiers nombreux (Cice, fraude fiscale, fin de l'ISF...); manœuvres volontaires gouvernementales pour perdre les gens dans des informations contradictoires; utilisation du sport comme moyen d'écarter le peuple de la réflexion... Le Covid-19 les a arrangés. Les militants de Familles Laïques ne s'illusionnent pas, la crise du nouveau coronavirus arrange les capitalistes, le gouvernement, à leur solde, en profite pour augmenter son pouvoir de contrôle et eux l'utilisent pour restructurer-déstructurer les entreprises. Ils transfèrent déjà des activités pour engranger encore plus

de fric, créer plus de chômage pour augmenter leur chantage à la baisse des rémunérations, « ubériser » le travail pour payer de moins en moins de salaires, détruire les services publics et le code du travail, supprimer les contrôles aux entreprises pour aller vers une société à l'américaine où les loups tondent les moutons, privatiser l'hôpital, mettre l'éducation sous un système numérique où on apprendra toujours plus à suivre et de moins en moins à comprendre, où la relation avec l'enseignant n'aura plus rien d'humain... Nous ne voulons pas de cette société de paupérisation.

Pour la dignité... et le service public. Nous avons d'autres projets pour qu'enfin l'égalité soit réellement une valeur appliquée dans notre pays. Elle est, depuis les « sans-culottes », le principe fondamental d'une société de dignité. Elle avait été reprise par les membres du Conseil national de la Résistance dans « Les jours heureux », le document qui a servi de base à la création de la Sécurité sociale que tant nous ont enviée, mais que ce gouvernement détourne pour nous blouser. La vie future mérite qu'on aille vers une société où la dignité de tous prévaudra sans que certains en dominent d'autres. Mais cela passe aussi par la sauvegarde de la planète. Il faut absolument freiner le réchauffement climatique en modifiant profondément nos habitudes de consommation; repenser la production industrielle en promouvant les biens durables et le recyclage, en fabriquant au plus près des populations donc en ré-industrialisant notre pays; impulser une agriculture qui réduise considérablement les intrants chimiques de toutes sortes; repenser l'urbanisme à travers des constructions à faible bilan carbone; rapprocher le lieu d'habitation du lieu de travail; diminuer le temps et les rythmes de travail; donner à chacun, dès sa naissance, un droit à la vie digne. Cela implique de transformer la politique fiscale, d'augmenter le nombre et les tranches fiscales et d'investir fortement dans les services publics d'éducation, de santé, de transports, de recherche, de culture; cela implique que chacun ait la capacité de réfléchir vraiment et d'intervenir dans tous ses lieux de vie. ■

Patrick Belghit

SOCIÉTÉ

La vieillesse est un débat d'un autre âge

LA CRISE DU CORONAVIRUS QUE NOUS VIVONS ACTUELLEMENT A MIS EN AVANT, DANS NOTRE PAYS, LE MONDE DES PERSONNES ÂGÉES PUISQU'ELLES ONT ÉTÉ LES PREMIÈRES VICTIMES DE CE VIRUS.



© Stocklib / Katarzyna BiaÅ asiewicz

Les personnes âgées ont été très durement touchées par l'épidémie de coronavirus.

Dans une société profondément jeuniste, la ghettoïsation de nos aînés s'est accélérée pendant le confinement. En 2040, 10,6 millions de personnes de 75 ans et plus, contre 6,1 millions aujourd'hui, en France nécessiteront une prise en charge spécifique et des réformes conséquentes. Il existe un énorme décalage entre le discours officiel, celui d'une apparente prise de conscience du vieillissement, et le sort réservé aux plus de 80 ans. D'un côté, on valorise les nouveaux seniors, leur dynamisme, leur autonomie et, de l'autre, il existe une forte stigmatisation dès que les difficultés inhérentes à l'âge apparaissent. En fait, il existe un déni sociétal de la vieillesse à tous les niveaux.

La situation de nos aînés en France. En 2018, la France compte 13,1 millions de personnes de 65 ans et plus, soit un habitant sur cinq. En 2070, les seniors représenteront 29% de la population. En raison d'une amélioration de l'espérance

de vie, le nombre de seniors double tous les 50 ans. Alors que les garçons sont plus nombreux que les filles à la naissance, ils sont minoritaires après 65 ans. Il y a un siècle, seule une personne sur dix dépassait les 65 ans. Aujourd'hui, c'est le cas de neuf Français sur dix. Si les jeunes seniors vont globalement bien, au-delà de 80 ans les choses commencent à se gâter. Il faut par ailleurs souligner qu'un million de chômeurs ont plus de 50 ans. 1,2 million de retraités vivent sous le seuil de pauvreté. 460 000 personnes de plus de 55 ans cumulent leur retraite avec un emploi. La situation est paradoxale lorsqu'on constate que les seniors sont moins au chômage (-4,4% que les autres catégories de la population) et que 93% sont en CDI. La population active a augmenté de 1,9 million de personnes en raison des personnes de 55 à 64 ans ayant une activité salariée. Après 85 ans, il y a quatre fois plus de femmes. Mais elles ont plus souvent des difficultés financières, car leur retraite est bien inférieure à celle des hommes. Or le premier facteur de risque d'un mauvais vieillissement, c'est la pauvreté. Il a été établi par un chercheur en travail social de Fribourg que les injustices envers les aînés sont plus fréquentes que le sexisme ou le racisme.

Pourquoi stigmatiser les seniors? Les conditions de vie se sont améliorées et les gens vivent mieux et plus longtemps. Désormais, les jeunes seniors peuvent être un moteur pour la société. Ils peuvent s'impliquer dans le cadre du bénévolat. Ils jouent un rôle fondamental en participant aux activités sociales et culturelles aussi variées que celles liées au sport ou à l'aide aux personnes démunies. Ils participent pour une grande partie à la gestion des collectivités et des associations. Citoyennes à part entière, les personnes âgées ont un rôle à jouer bien au-delà de leur simple condition de seniors. Quand les parents travaillent, les grands-parents s'occupent de leurs petits-enfants. Ils les conduisent à l'école, les aident à faire leurs devoirs, les font participer à la cuisine. Ramenés, statistiquement, au nombre de journées travaillées et aux emplois, ils sont beaucoup plus productifs que ce que l'on imagine. Enfin, les seniors représentent un marché non négligeable (tourisme, voiture...) qui tend à prendre une impor-

tance proportionnelle à leur poids démographique. La société est diverse et elle doit prendre conscience qu'elle n'est pas une juxtaposition de générations. Socialement, nombre de personnes âgées ont connu la guerre, la faim, la peur et peuvent transmettre leur expérience, alors que certaines générations désabusées semblent ne rien attendre de l'avenir.

L'État vient en soutien aux personnes âgées. Plus d'un million de bénéficiaires, de nombreux aidants familiaux, 600 000 intervenants, 2 milliards de dépenses privées, 5 milliards de dépenses publiques assurent au quotidien l'aide aux seniors. La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie alloue une aide de 88 millions d'euros. Mais certaines mesures, la période de confinement l'a démontré, pourraient venir en aide aux seniors comme le développement des messageries numériques. On a pu constater que de nombreuses zones blanches ne permettaient pas l'accessibilité à Internet, notamment en milieu rural. Parmi les pistes à étudier, on peut améliorer les relations entre la personne âgée en situation de dépendance et sa famille en créant

des calendriers d'intervention en mode partagé accessibles à tous et transparents. Il est possible aussi de développer une véritable écoute des usagers. Ou d'instaurer un agrément unique pour les organismes de service à la personne travaillant pour les personnes âgées. Ou encore de mettre en place un référentiel destiné à améliorer la prescription médicamenteuse destinée aux personnes fragilisées car elles ont plusieurs pathologies. La crise du coronavirus, dont ils ont été les premiers touchés, n'a fait qu'accentuer les difficultés des seniors. La décision, non retenue, de placer l'ensemble des seniors en confinement aurait mis une fraction de la population « au banc des accusés ». Indépendamment d'une réelle prise en compte par les pouvoirs publics de la situation des seniors, la faisabilité et la pertinence d'un programme de sensibilisation à l'âgisme pour les enfants pourraient être envisagées. Il est important de travailler avec les jeunes car les stéréotypes sont intégrés dès l'âge de 4 ou 5 ans. D'autant plus que, quand elle sera âgée, la personne appliquera ces stéréotypes à elle-même, ce qui aura un impact sur son bien-être. ■

Patrick Charron

Des seniors abandonnés ?

PLUS DE 13 000 RÉSIDENTS EN EHPAD SONT MORTS DU COVID, LOIN DE LEUR FAMILLE, SEULS. LE PERSONNEL, DÉBORDÉ, A FAIT FACE, TANT BIEN QUE MAL, À LA SITUATION.

La question s'est posée et se pose toujours : les vieux ont-ils été abandonnés, sacrifiés par les pouvoirs publics ? Y a-t-il eu imprévoyance ? Choix tacite en faveur des populations les plus jeunes, prioritaires pour l'économie ? Autant de questions, autant de suspicions ? Ou bien, dans un sauve-qui-peut général, c'est le chacun pour soi qui a prévalu ? En toute catastrophe sanitaire, il y a des « sacrifiés » et ceux dont on évalue les chances de survie... à l'aune aussi de la pénurie de masques, de respirateurs, de la compréhension de la propagation de ce virus. Saluons ici le dévouement des personnels, eux-mêmes confinés, et qui ont payé un lourd tribut, sans compter la détresse morale et la peur de leur entourage. Dans certains départements, les Samu ont refusé des prises en charge, semble-t-il. Des enquêtes de terrain devront être menées... À l'aune de la surpopulation mondiale, fallait-il tout faire pour sauver les générations des anciens, fallait-il confiner tout le monde et arrêter la production, l'économie, donc les « forces vives de la Nation », comme on dit ? Certains journalistes, dont Jean Quatremer, ont posé la question. Les professionnels, mais aussi les sujets concernés, l'entourage familial, ont été interpellés dans leur conscience

et leur déontologie. La « rareté » des équipements a aussi créé cette situation cornélienne. Les dégâts psychologiques n'en sont que plus avérés. Un grand débat s'impose, car, par-delà la situation des personnes âgées, c'est aussi la question des handicapés, des « improductifs ».

Drame aussi de n'avoir pu accompagner les siens dans leur fin de vie.

Questionnement sur les soins palliatifs : les volontés des sujets et des proches ont-elles été respectées dans les formes, lorsque l'on sait que des inhumations ont eu lieu en toute hâte ? Quoi qu'il en soit, des enquêtes sérieuses, exhaustives, doivent être menées sur les conditions de confinement des aînés, mais pas pour sanctionner, car l'ensemble des personnels a improvisé, le mieux possible, les mesures à prendre ! C'est plutôt du côté des ARS qu'il faut investiguer et chercher des solutions, d'autant que les générations sont, de plus, « étirées » dans le temps, les familles sont moins nombreuses et parfois recomposées. Comment se gèrent de telles situations d'urgence ? Comment communiquer ? Comment maintenir les liens ? ■

Jean-Marie Bonnemayre

ÉCONOMIE

Pour un RSG en France

FACE À LA CRISE FINANCIÈRE QUI FRAPPE DE PLEIN FOUET LE PAYS, IL EST TEMPS DE METTRE EN PLACE LE REVENU SOCIAL GARANTI.

Dans la rédaction de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et des débats qui ont présidé à sa rédaction définitive, il avait été proposé que « *tout citoyen qui est dans l'impuissance de pourvoir à ses besoins ou qui ne trouve pas de travail a droit au secours de la société, en se soumettant à ses ordres* ». Le texte définitif du 26 août 1789 n'a pas retenu cet article. Mais l'aspiration à la justice sociale et à la solidarité n'avait pas disparu. Aussi, le 24 juin 1793, la Convention proclame : « *Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler* ». Cent cinquante ans après, par strates successives, la protection sociale a émergé comme entité indispensable à l'action d'une république démocratique et sociale : « *Tout être humain qui se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens d'existence convenables* ». C'est pourquoi, en assemblée générale de 1986, le CNAFAL adopte la résolution suivante : « *Le CNAFAL estime que toute personne privée d'un revenu suffisant, pour vivre, doit être bénéficiaire d'un revenu social. La solidarité nationale doit donc assurer ou garantir une réponse fondamentale aux besoins normaux de la population inoccupée, en complément de la solidarité familiale ou professionnelle, ou de la prévoyance individuelle. Le revenu social garanti est la base de la solidarité* ».

Pour le CNAFAL, et ce depuis 1986, soit trente-cinq ans, il s'agit bien d'affirmer et de faire reconnaître un droit de l'homme et du citoyen, droit à l'existence et aux moyens d'existence, garanti par la solidarité effective de la collectivité qui compose le corps social. Pour le CNAFAL, le RSG est une allocation individuelle qui concerne tous les citoyens et citoyennes. Pour les laïques, en effet, l'enfant et le jeune sont des sujets de droit. Dès lors, l'enfant ne peut gérer seul ses moyens d'existence, la famille sera donc attributaire et gestionnaire, pour le compte et l'intérêt de l'enfant. À l'heure où 10 millions de Français sont en situation chronique de précarité et de pauvreté et où depuis des décennies la jeunesse est sacrifiée, cette conception est essentielle. Évidemment, le RSG se substituerait à toute autre allocation qu'elle vienne de la branche famille, de la solidarité nationale ou autres. Il serait également versé en cas de retraite insuffisante ou d'absence de retraite.

Quels sont les avantages du RSG? La simplification et la lisibilité : un droit pour tous, universel, donc entraînant une simplification. Il peut y avoir, dans l'attribution de certaines aides, des biais d'attribution, des trous dans la protection sociale. Il évite des gestions administratives lourdes, des vérifications fastidieuses, car bien souvent chaque allocation s'attribue sur des critères différents, ne serait-ce que parce que les revenus de l'attributaire ne sont jamais équivalents à un autre... Les points faibles de la solidarité nationale sont surmontés, en particulier la politique familiale, enfants, personnes âgées, handicapés. Il assure à chaque individu ses moyens d'existence en les fondant sur un droit attaché à la personne indépendamment de sa place et de son rang dans la société, indépendamment de toute fonction ou classification sociale... Le cumul RSG-emploi salarié serait régulé, bien évidemment, par l'impôt qui serait individualisé et prélevé à la source. La crise économique actuelle et la crise sanitaire ont remis en selle l'échec du revenu universel en France et à l'étranger.

En France, en mars 2018, 12 départements français ont annoncé vouloir expérimenter le revenu universel (Ardèche, Aude, Dordogne, Gironde, Gers, Haute-Garonne, Ille-et-Vilaine, Landes, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Nièvre et Seine-Saint-Denis). Le montant prévisionnel suivant le département se situe entre 545 euros et 845 euros. Plus récemment, en avril 2020, 19 départements présidés par des socialistes proposent un revenu de base ouvert, dès 18 ans, en fonction des revenus d'activité et d'un montant égal au seuil de pauvreté. Il serait sans contrepartie et destiné à lutter contre la pauvreté de nombreux jeunes entre 18 et 25 ans, cette tranche d'âge représentant le trou béant de la solidarité nationale, l'impensé politique de ceux qui nous gouvernent depuis longtemps. Le CNAFAL réclame depuis quatre décennies le démarrage du revenu universel pour cette tranche d'âge des 18-25 ans, la plus paupérisée, la plus délaissée, la plus ignorée par notre société. Jean-Paul Sartre, en 1960, disait à propos de la jeunesse : « *Avoir 20 ans, je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie!* » C'était à propos d'un autre écrivain, son camarade à Normale sup, Paul Nizan, mort sur le front en 1940. C'est hélas plus que jamais d'actualité! ■

Jean-Marie Bonnemayre